

February 16, 2021 @ 4:00 p.m./16 février 2021 à 16 h

REGULAR PUBLIC MEETING/SÉANCE ORDINAIRE PUBLIQUE

1. CALL TO ORDER/OUVERTURE DE LA SÉANCE

2. ADOPTION OF AGENDA/ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. CONFLICT OF INTEREST DECLARATIONS/DÉCLARATIONS DE CONFLITS D'INTÉRÊTS

4. ADOPTION OF MINUTES/ADOPTION DU PROCÈS VERBAL

Regular Public meeting – February 1, 2021 / Séance ordinaire publique – 1^{er} février 2021

5. CONSENT AGENDA/QUESTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DU CONSEIL

6. PUBLIC AND ADMINISTRATION PRESENTATIONS/ EXPOSÉS DU PUBLIC ET DE L'ADMINISTRATIONS

6.1 PUBLIC PRESENTATIONS/ EXPOSÉS DU PUBLIC 5 minutes

6.1.1 **Presentation** – Police Body Cam – Ryan Hillier

Présentation – Caméra d'intervention policière – Ryan Hillier

Other Presentations/Autres présentations
2 minutes

6.2 ADMINISTRATION PRESENTATIONS/EXPOSÉS DE L'ADMINISTRATION 15 minutes

6.2.1 **Update** – COVID-19 (Coronavirus) – Marc Landry, City Manager; Conrad Landry, Fire Chief

Mise à jour – COVID-19 (Coronavirus) – Marc Landry, directeur municipal et Conrad Landry, chef des pompiers

6.2.2 **Update** – RCMP – Tom Critchlow, Codiac RCMP Superintendent

Mise à jour – GRC – Tom Critchlow, surintendant, GRC Codiac

7. PLANNING MATTERS/ QUESTIONS D'URBANISME

7.1 **Rezoning** – 119 Cameron Street (Introduction)

Motion: That Moncton City Council proceed with the rezoning process for By-law Z-220.5, and:

- 1) That Council give 1st reading to By-law Z-220.5;
- 2) That a public hearing be set for March 15, 2021; and
- 3) That By-law Z-220.5 be referred to the Planning Advisory Committee for its written views; and

The rezoning, if approved, should be subject to a conditional zoning agreement, including but not limited to the following conditions:

1. That this rezoning approval shall expire within 48 months of it coming into effect unless a development permit is obtained;

2. That this agreement is to be signed and executed within 12 months of 3rd reading;
3. That nothing contained herein shall prohibit or in any way limit the Developer's right to apply for a variance pursuant to the provisions of the Community Planning Act;
4. That all uses of land pursuant to this agreement shall conform to the provisions of the City of Moncton Zoning By-law, as amended from time to time, except as otherwise provided herein;
5. That the \$1000 security deposit required for a Conditional Rezoning Agreement and by-law registry fees be paid prior to registration;
6. That following receipt of a written request from the owner of the property or any infant thereof, the City will, from time to time, at its sole discretion, prepare and execute releases of this Agreement, provided that the Agreement no longer has effect on the property. In all cases, the Owner will pay the City's administrative fee for preparing and signing a discharge and is responsible for all other legal, registration and other expenses, whether the discharge is prepared by the City, the Owner's solicitor or another person; and
7. That the development be carried out in substantial conformance with the plan submitted as Schedule B.

Nouvelle demande de rezonage – 119, rue Cameron (Introduction)

Motion : Que le Conseil municipal de Moncton aille de l'avant avec la modification de l'Arrêté de zonage, soit l'Arrêté Z-220.5, et :

- 1) Qu'on procède à la première lecture l'Arrêté Z-220.5;
- 2) Qu'une audience publique ait lieu le 15 mars 2021;
- 3) Que l'Arrêté Z-220.5 soit renvoyé au Comité consultatif d'urbanisme afin d'obtenir par écrit ses avis.

Le rezonage, s'il est approuvé, doit faire l'objet d'une entente conditionnelle sur le zonage, qui comprend, entre autres, les conditions suivantes :

1. Cette approbation du rezonage arrive à expiration dans les 48 mois de la date à laquelle elle entre en vigueur à moins qu'un permis d'aménagement soit délivré.
2. Cette entente doit être signée et passée dans les 12 mois suivant la troisième lecture.
3. Nulle disposition de la présente ne doit interdire ou limiter, d'une manière ou d'une autre, le droit du promoteur de demander une dérogation conformément aux dispositions de la *Loi sur l'urbanisme*.
4. Toutes les utilisations du sol conformément à cette entente doivent respecter les dispositions de l'Arrêté de zonage de la Ville de Moncton, dans sa version modifiée périodiquement, sauf dans les cas contraires prévus dans la présente.
5. Le dépôt de garantie de 1 000 \$, obligatoire pour l'entente conditionnelle sur le zonage, et les droits d'enregistrement de l'arrêté doivent être acquittés avant l'enregistrement.
6. Après avoir reçu par écrit la demande du propriétaire des lieux ou de tout autre NID dérivé, la Ville prépare et signe, périodiquement et à sa seule et entière discrétion, des versions de cette entente, à la condition que ladite entente n'ait plus d'effet sur la propriété. Dans tous les cas, le propriétaire versera à la Ville des frais d'administration pour la préparation et la signature d'une quittance et sera responsable de tous les autres frais juridiques, d'inscription et autres, que la quittance soit préparée par la Ville, par le représentant juridique du propriétaire ou par quelqu'un d'autre.
7. Les travaux d'aménagement doivent être menés en respectant essentiellement les plans et les dessins soumis dans l'annexe B.

7.2 **Rezoning – 1530 Ryan Street (Introduction)**

Motion: That Moncton City Council proceed with the Zoning By-law Amendment being By-law Z-220.4 and:

- 1) That Council give 1st reading to By-law Z-220.4;
- 2) That a public hearing be set for March 15, 2021; and
- 3) That By-law Z-220.4 be referred to the Planning Advisory Committee for its written views; and

The rezoning, if approved, should be subject to a conditional zoning agreement, including but not limited to the following conditions:

1. That this rezoning approval shall expire within forty eight (48) months of it coming into effect unless a development permit is obtained;
2. That this agreement is to be signed and executed within 12 months of 3rd reading;
3. That nothing contained herein shall prohibit or in any way limit the Developer's right to apply for a variance pursuant to the provisions of the Community Planning Act;
4. That all uses of land pursuant to this agreement shall conform to the provisions of the City of Moncton Zoning By-law, as amended from time to time, except as otherwise provided herein;
5. That the \$1,000 security deposit required for a Conditional Rezoning Agreement and by-law registry fees be paid prior to registration;

6. That following receipt of a written request from the owner of the property or any infant thereof, the City will, from time to time, at its sole discretion, prepare and execute releases of this Agreement, provided that the Agreement no longer has effect on the property. In all cases, the Owner will pay the City's administrative fee for preparing and signing a discharge and is responsible for all other legal, registration and other expenses, whether the discharge is prepared by the City, the Owner's solicitor or another person; and
7. That the development be carried out in substantial conformance with the plan submitted as Schedule B.

Nouvelle demande de rezonage – 1530, rue Ryan (Introduction)

Motion : Que le Conseil municipal de Moncton aille de l'avant avec la modification de l'Arrêté de zonage, soit l'Arrêté Z-220.4, et :

- 1) Qu'on procède à la première lecture l'Arrêté Z-220.4;
- 2) Qu'une audience publique ait lieu le 15 mars 2021;
- 3) Que l'Arrêté Z-220.4 soit renvoyé au Comité consultatif d'urbanisme afin d'obtenir par écrit ses avis.

Le rezonage, s'il est approuvé, doit faire l'objet d'une entente conditionnelle sur le zonage, qui comprend, entre autres, les conditions suivantes :

1. Cette approbation du rezonage arrive à expiration dans les 48 mois de la date à laquelle elle entre en vigueur à moins qu'un permis d'aménagement soit délivré.
2. Cette entente doit être signée et passée dans les 12 mois suivant la troisième lecture.
3. Nulle disposition de la présente ne doit interdire ou limiter, d'une manière ou d'une autre, le droit du promoteur de demander une dérogation conformément aux dispositions de la *Loi sur l'urbanisme*.
4. Toutes les utilisations du sol conformément à cette entente doivent respecter les dispositions de l'Arrêté de zonage de la Ville de Moncton, dans sa version modifiée périodiquement, sauf dans les cas contraires prévus dans la présente.
5. Le dépôt de garantie de 1 000 \$, obligatoire pour l'entente conditionnelle sur le zonage, et les droits d'enregistrement de l'arrêté doivent être acquittés avant l'enregistrement.
6. Après avoir reçu par écrit la demande du propriétaire des lieux ou de tout autre NID dérivé, la Ville prépare et signe, périodiquement et à sa seule et entière discrétion, des versions de cette entente, à la condition que ladite entente n'ait plus d'effet sur la propriété. Dans tous les cas, le propriétaire versera à la Ville des frais d'administration pour la préparation et la signature d'une quittance et sera responsable de tous les autres frais juridiques, d'inscription et autres, que la quittance soit préparée par la Ville, par le représentant juridique du propriétaire ou par quelqu'un d'autre.
7. Les travaux d'aménagement doivent être menés en respectant essentiellement les plans et les dessins soumis dans l'annexe B.

7.3 **Amend Schedule F – Snow Dump Overlay Area, in the Zoning By-law, at 605 Caledonia Road**

Motion: That Moncton City Council proceed with the proposed by-law amendment and:

- 1) Give 1st reading to Zoning By-law amendment Z-220.2;
- 2) Set a public hearing for March 15, 2021; and
- 3) Refer the proposed By-law Z-220.2 to the Planning Advisory Committee for its written views.

Modification de l'Annexe F dans l'Arrêté de zonage – Secteur de décharge à neige au 605, chemin Caledonia

Motion : Que le Conseil municipal de Moncton aille de l'avant avec la modification de l'Arrêté de zonage, soit l'Arrêté Z-220.2, et :

- 1) Qu'on procède à la première lecture de l'Arrêté de zonage Z-220.2;
- 2) Qu'une audience publique ait lieu le 15 mars 2021;
- 3) Que l'Arrêté Z-220.2 soit renvoyé au Comité consultatif d'urbanisme afin d'obtenir par écrit ses avis.

8.

STATEMENTS BY MEMBERS OF COUNCIL/EXPOSÉS DES MEMBRES DU CONSEIL

9.

REPORTS AND RECOMMENDATIONS FROM COMMITTEES AND PRIVATE MEETINGS/RAPPORTS ET RECOMMANDATIONS DES COMITÉS ET RÉUNIONS À HUIS CLOS

9.1 Recommendation(s) – Private Session – February 8, 2021

Recommandation(s) – Séance à huis clos – 8 février 2021

10.

REPORTS FROM ADMINISTRATION/RAPPORTS DE L'ADMINISTRATION

10.1 2020 Report to Community

2020 Rapport au public

10.2 Adoption of Strategic Plan

Motion: That Moncton City Council approve the City of Moncton Strategic Plan (2021 Edition) and that Administration provide updates on the action items identified.

Adoption du Plan stratégique

Motion : Que le Conseil municipal de Moncton approuve le Plan stratégique 2021 de la Ville de Moncton et que l'Administration fournisse des mises à jour sur les activités qui y sont énumérées.

10.3 City Contract No. W21D 05AA – Street Resurfacing No. 2

Motion: That City Contract No. W21D 05AA, Street Resurfacing No. 2, be awarded to MacDonald Paving and Construction, a division of Miller Paving Limited in the amount of \$1,896,350.00 including HST (\$1,719,676.14 net HST), and that the budget for the project be set at \$1,910,000.00 including net HST, engineering and contingency.

It is also recommended that a contract be drafted, and that the Mayor and City Clerk be authorized to sign said contract and affix the Corporate Seal of the City of Moncton.

Contrat de ville W21D 05AA – Resurfacement de rue n° 2

Motion : Que le contrat n° W21D 05AA (Resurfacement de rue n° 2) soit attribué à MacDonald Paving & Construction, division de Miller Paving Limited, pour la somme de 1 896 350 \$, TVH comprise (soit 1 719 676,14 \$ avant la TVH) et que le budget du projet soit fixé à 1 910 000 \$, dont la TVH nette, l'ingénierie et de la provision pour imprévus.

Il est aussi recommandé de rédiger un contrat et d'autoriser la mairesse et la greffière municipale à signer ledit contrat et à y apposer le sceau de la Ville de Moncton.

10.4 Quotation QP20-092 – Rental of Contractor's Commercial Equipment

Motion: That Moncton City Council approve the award of Quotation #QP20-092 – Rental of Contractor's Commercial Equipment, to the two (2) lowest bidders meeting the Terms and Conditions and Specifications set out in the Quotation, being Battlefield Equipment Rentals and Reliable Rentals & Sales Ltd., for a one (1) year period with options to extend each agreement up to a maximum of four (4) additional twelve (12) month periods, if it is in the City's best interests to do so.

Proposition de prix QP20-092 – Location d'équipement commercial fourni par un entrepreneur

Motion : Que le Conseil municipal de Moncton approuve l'attribution du contrat de la Proposition de prix QP20-092 (Location d'équipement commercial fourni par un entrepreneur) aux deux soumissionnaires les moins-disants qui respectent les clauses et les conditions ainsi que le cahier des charges de la proposition de prix, soit Battlefield Equipment Rentals et Reliable Rentals & Sales Ltd., pour une durée de 12 mois; ce contrat serait assorti d'une option permettant de le proroger pour au plus quatre périodes supplémentaires de 12 mois chacune, si cette prorogation répond aux intérêts supérieurs de la Ville.

11.

READING OF BY-LAWS/ LECTURE D'ARRÊTÉS MUNICIPAUX

- 11.1 A **By-Law** in Amendment of the City of Moncton Zoning By-Law, being By-Law Z220.5 – 119 Cameron Street – *First Reading – subject to approval item 7.1*

Arrêté portant modification de l'arrêté de zonage de la Ville de Moncton, soit l'arrêté Z220.5 – 119 rue Cameron – **Première lecture – sous l'approbation du point 7.1**

- 11.2 A **By-Law** in Amendment of the City of Moncton Zoning By-Law, being By-Law Z220.4 – 1530 Ryan Rd. – *First Reading – subject to approval item 7.2*

Arrêté portant modification de l'arrêté de zonage de la Ville de Moncton, soit l'arrêté Z220.4 – 1530 chemin Ryan – **Première lecture – sous l'approbation du point 7.2**

- 11.3 A **By-Law** in Amendment of the City of Moncton Zoning By-Law, being By-Law Z220.2 – 605 Caledonia Rd. – *First Reading – subject to approval item 7.3*

Arrêté portant modification de l'arrêté de zonage de la Ville de Moncton, soit l'arrêté Z220.2 – 605 chemin Caledonia – **Première lecture – sous l'approbation du point 7.3**

12.

NOTICES MOTIONS AND RESOLUTIONS/AVIS DE MOTIONS ET RÉOLUTIONS

- 12.1 **Resolution** – 2021 Deposit to General Operating Reserve Fund

WHEREAS section 101 of the Local Governance Act of New Brunswick confers power on City Council to create a General Operating Reserve Fund; and

WHEREAS the said Act requires that deposits made into the General Operating Reserve Fund be authorized by resolution; and

WHEREAS the City Treasurer recommends the deposit of \$358,000, being the budgeted 2021 deposit from the City's General Fund, be made to the General Operating Reserve Fund.

THEREFORE BE IT RESOLVED that authorization be granted for a deposit in the amount of \$358,000 into the General Operating Reserve Fund.

Résolution – Dépôt à la réserve générale d'exploitation pour 2021

ATTENDU QUE l'article 101 de la *Loi sur la gouvernance locale* du Nouveau-Brunswick attribue au Conseil municipal le pouvoir de créer la réserve générale d'exploitation;

ATTENDU QUE ladite loi exige que les dépôts à effectuer dans ladite réserve générale d'exploitation soient autorisés par voie de résolution;

ATTENDU QUE le trésorier municipal recommande de déposer dans la réserve générale d'exploitation la somme de **358 000 \$**, soit le dépôt budgété pour 2021 à puiser dans le fonds d'administration générale de la Ville;

IL EST PAR CONSÉQUENT RÉSOLU d'autoriser le dépôt de la somme de **358 000 \$** dans la réserve générale d'exploitation.

- 12.2 **Resolution** – 2021 Deposit to General Capital Reserve Fund

WHEREAS section 101 of the Local Governance Act of New Brunswick confers power on City Council to create a General Capital Reserve Fund; and

WHEREAS the said Act requires that deposits made into the General Capital Reserve Fund be authorized by resolution; and

WHEREAS the City Treasurer recommends the deposit of \$10,167,288, being the 2021 budgeted deposit from the City's General Operating Fund, be made to the General Capital Reserve Fund.

THEREFORE BE IT RESOLVED that authorization be granted for a deposit in the amount of \$10,167,288, into the General Capital Reserve Fund.

Résolution – Dépôt à la réserve générale d'immobilisations pour 2021

ATTENDU QUE l'article 101 de la *Loi sur la gouvernance locale* du Nouveau-Brunswick attribue au Conseil municipal le pouvoir de créer la réserve générale d'immobilisations;

ATTENDU QUE ladite loi exige que les dépôts à effectuer dans ladite réserve générale d'immobilisations soient autorisés par voie de résolution;

ATTENDU QUE le trésorier municipal recommande de déposer dans la réserve générale d'immobilisations la somme de **10 167 288 \$**, soit le dépôt budgété pour 2021 à puiser dans le Fonds d'administration générale de la Ville;

IL EST PAR CONSÉQUENT RÉSOLU d'autoriser le dépôt de la somme de **10 167 288 \$** dans la réserve générale d'immobilisations.

12.3 **Resolution** – 2021 Deposit to Utility Operating Reserve Fund

WHEREAS section 117(7) of the Local Governance Act of New Brunswick confers power on City Council to create a Utility Operating Reserve Fund; and

WHEREAS the said Act requires that deposits made into the Utility Operating Reserve Fund be authorized by resolution; and

WHEREAS the City Treasurer recommends the deposit of \$10,000, being the budgeted 2021 deposit from the City's Utility Operating Fund, be made to the Utility Operating Reserve Fund.

THEREFORE BE IT RESOLVED that authorization be granted for a deposit in the amount of \$10,000 into the Utility Operating Reserve Fund.

Résolution – Dépôt à la réserve d'exploitation des services publics pour 2021

ATTENDU QUE l'article 117(7) de la *Loi sur la gouvernance locale* du Nouveau-Brunswick attribue au Conseil municipal le pouvoir de créer la réserve d'exploitation des services publics;

ATTENDU QUE ladite loi exige que les dépôts à effectuer dans ladite réserve d'exploitation des services publics soient autorisés par voie de résolution;

ATTENDU QUE le trésorier municipal recommande de déposer dans la réserve d'exploitation des services publics la somme de **10 000 \$**, soit le dépôt budgété pour 2021 à puiser dans le fonds d'exploitation des services publics de la Ville;

IL EST PAR CONSÉQUENT RÉSOLU d'autoriser le dépôt de la somme de **10 000 \$** dans la réserve d'exploitation des services publics.

12.4 **Resolution** – 2021 Deposit to Utility Capital Reserve Fund

WHEREAS section 117(7) of the Local Governance Act of New Brunswick confers power on City Council to create a Utility Capital Reserve Fund; and

WHEREAS the said Act requires that deposits made into the Utility Capital Reserve Fund be authorized by resolution; and

WHEREAS the City Treasurer recommends the deposit of \$1,240,000, being the budgeted 2021 deposit from the City's Utility Operating Fund, be made to the Utility Capital Reserve Fund.

THEREFORE BE IT RESOLVED that authorization be granted for a deposit in the amount of \$1,240,000, into the Utility Capital Reserve Fund.

Résolution – Dépôt à la réserve des infrastructures des services publics pour 2021

ATTENDU QUE l'article 117(7) de la *Loi sur la gouvernance locale* du Nouveau-Brunswick attribue au Conseil municipal le pouvoir de créer la réserve des infrastructures des services publics;

ATTENDU QUE ladite loi exige que les dépôts à effectuer dans ladite réserve des infrastructures des services publics soient autorisés par voie de résolution;

ATTENDU QUE le trésorier municipal recommande de déposer dans la réserve des infrastructures des services publics la somme de **1 240 000 \$**, soit le dépôt budgété pour 2021 à puiser dans le fonds d'exploitation des services publics de la Ville;

IL EST PAR CONSÉQUENT RÉSOLU d'autoriser le dépôt de la somme de **1 240 000 \$** dans la

réserve des infrastructures des services publics.

12.5 **Resolution** – Appointment as Building Inspector – Allain Hebert

WHEREAS by virtue of the *Local Governance Act*, S.N.B. 2017, c. 18, and all applicable regulations adopted under it, the *Building Code Administration Act*, S.N.B. 2020, c. 8, the and all applicable regulations adopted under it, and the *Building By-Law*, Council may appoint building inspectors for the local government.

INSPECTION, NOTICE AND ORDER

AND WHEREAS a building inspector appointed by Council, may perform inspections and any other duties or powers, including but not limited to issuing Notices and Orders, as prescribed and provided for in the *Building Code Administration Act*, the *Local Governance Act*, the *Community Planning Act*, S.N.B. 2017, c.19, the *Building By-Law*, the *Residential Properties By-Law*, and all applicable regulations adopted by virtue of the *Building Code Administration Act* and the *Local Governance Act*.

PROCEEDINGS

AND WHEREAS by virtue of the *Local Governance Act* and the *Community Planning Act*, Council may designate any person in whose name proceedings for an offence under a by-law, including but not limited to Informations, may be laid or commenced; and,

AND WHEREAS by virtue of the *Community Planning Act*, Council may designate a person for the purposes of making an application to The Court of Queen’s Bench of New Brunswick, or a judge of that court, for any of the orders described the *Community Planning Act*.

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT Allain Hebert (Building Inspector) is hereby authorized and appointed to act for and on Council’s behalf pursuant to Acts, regulations and By-Laws referenced above, to conduct inspections for the purposes of administering or enforcing applicable Acts, regulations and By-Laws referenced above.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT Allain Hebert (Building Inspector) is hereby authorized and appointed to act for and on Council’s behalf pursuant to the Acts, regulations and By-Laws referenced above, to issue Orders or Notices, make applications to The Court of Queen’s Bench of New Brunswick, and lay Informations with the Provincial Court of New Brunswick, to insure compliance with Acts, regulations and By-Laws referenced above.

Résolution – Nomination à titre d’inspecteur des bâtiments – Allain Hebert

ATTENDU QUE conformément à la *Loi sur la gouvernance locale* (L.N.-B. 2017, ch. 18), à la *Loi sur l’administration du Code du bâtiment* (LN-B de 2020, ch. 8) et à tous les règlements applicables adoptés en vertu de ces lois, ainsi qu’à l’*Arrêté de construction*, le Conseil municipal peut nommer les inspecteurs des bâtiments pour le gouvernement local.

INSPECTION, AVIS ET ORDONNANCE

ATTENDU QUE l’inspecteur des bâtiments nommé par le Conseil municipal peut mener des inspections et exercer d’autres fonctions ou pouvoirs, notamment en rendant des avis et des ordonnances, selon les modalités prescrites et prévues dans la *Loi sur l’administration du Code du bâtiment*, dans la *Loi sur la gouvernance locale*, dans la *Loi sur l’urbanisme* (L.N.-B. 2017, ch. 19), dans l’*Arrêté de construction*, dans l’*Arrêté concernant l’entretien et l’occupation des résidences de la Ville de Moncton* et dans tous les règlements applicables adoptés en vertu de la *Loi sur l’administration du Code du bâtiment* et de la *Loi sur la gouvernance locale*.

PROCÉDURES

ATTENDU QU’en vertu de la *Loi sur la gouvernance locale* et de la *Loi sur l’urbanisme*, le Conseil municipal peut désigner toute personne habilitée à déposer ou entamer des procédures pour une infraction en vertu d’un arrêté municipal, entre autres relativement aux dénonciations;

ATTENDU QU’en vertu de la *Loi sur l’urbanisme*, le Conseil municipal peut désigner une personne pour déposer une demande auprès de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick ou d’un juge de cette cour, pour l’une quelconque des ordonnances visées dans la *Loi sur l’urbanisme*.

IL EST PAR CONSÉQUENT RÉSOLU QU’Allain Hebert (inspecteur des bâtiments) est par la présente autorisé et nommé afin d’intervenir pour le Conseil municipal et en son nom conformément aux lois, aux règlements d’application et aux arrêtés visés ci-dessus afin de mener des inspections pour pouvoir administrer ou appliquer lesdites lois, lesdits règlements d’application et lesdits arrêtés en vigueur.

IL EST EN OUTRE RÉSOLU QU'Allain Hebert (inspecteur des bâtiments) est par la présente autorisé et nommé afin d'intervenir pour le Conseil municipal et en son nom conformément aux lois, aux règlements d'application et aux arrêtés visés ci-dessus afin de rendre des ordonnances ou des avis, de déposer des requêtes auprès de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick et de déposer des dénonciations auprès de la Cour provinciale du Nouveau-Brunswick pour veiller à faire respecter lesdites lois, lesdits règlements d'application et lesdits arrêtés.

13.

APPOINTMENTS TO COMMITTEES/NOMINATIONS À DES COMITÉS

14.

ADJOURNMENT/CLÔTURE DE LA SÉANCE